

# Choisir le droit et les carrières juridiques

## dans les Hauts-de-France

**Après Bac Infos**

## Le Droit

Il n'existe pas de définition universelle du droit. Le droit peut être défini comme **l'ensemble des règles de conduite qui gouvernent les rapports entre les hommes** et dont le respect est assuré par l'autorité publique. Qu'il s'agisse de la **sphère privée ou professionnelle**, le droit régit la vie en société dans un grand nombre de domaines.

Chaque année, de nombreux bacheliers choisissent d'étudier le droit après le bac. Parmi ces futurs étudiants, certains rêvent de devenir avocat ou magistrat, d'autres veulent défendre la planète ou les droits de l'homme ou encore s'engager dans une carrière politique. Pour la majorité des étudiants, le droit est souvent choisi par curiosité ou simple attrait pour la matière. Quoi qu'il en soit, le droit étudié à l'université est une **discipline nouvelle** pour tous les lycéens.

## La Justice

La justice veille à l'application de la loi et au respect des règles de la vie en société. Elle sanctionne, protège et met fin à des conflits. Elle comprend 2 grands ordres :

- **l'ordre administratif** qui concerne les conflits entre l'État et les personnes
- **l'ordre judiciaire** qui comprend la justice civile (conflits entre les personnes) et la justice pénale (condamnation des personnes).

## Le Droit : un vaste domaine d'études !

Le droit est un vaste domaine d'études qui se divise à l'université en deux catégories : **droit privé et droit public**. Dès la première année de licence, tous les étudiants en droit s'initient à ces deux grands champs d'études qui se déclinent en différentes branches.

**Droit privé ou droit public** : le choix est important pour les spécialisations en licence et la poursuite d'études en master. A l'issue de la licence, près de trois étudiants sur quatre choisissent le droit privé.

### Droit privé

Le droit privé vise à défendre les intérêts des particuliers. C'est l'ensemble des règles qui régissent les **relations entre les personnes physiques** (particuliers) ou morales (entreprises, associations...).

**Principales branches** : droit civil (droit des personnes, de la famille, des biens...), droit social (droit du travail, de la protection sociale), droit des affaires (droit de l'entreprise, droit bancaire et financier, droit fiscal...), etc.

### Droit public

Le droit public défend l'intérêt général. C'est l'ensemble des règles qui régissent **l'organisation et le fonctionnement de l'État, de l'administration, des collectivités territoriales et des institutions** rattachées à l'État ainsi que leurs relations avec les personnes privées.

**Principales branches** : droit constitutionnel, droit administratif, finances publiques, droit des collectivités territoriales, etc.

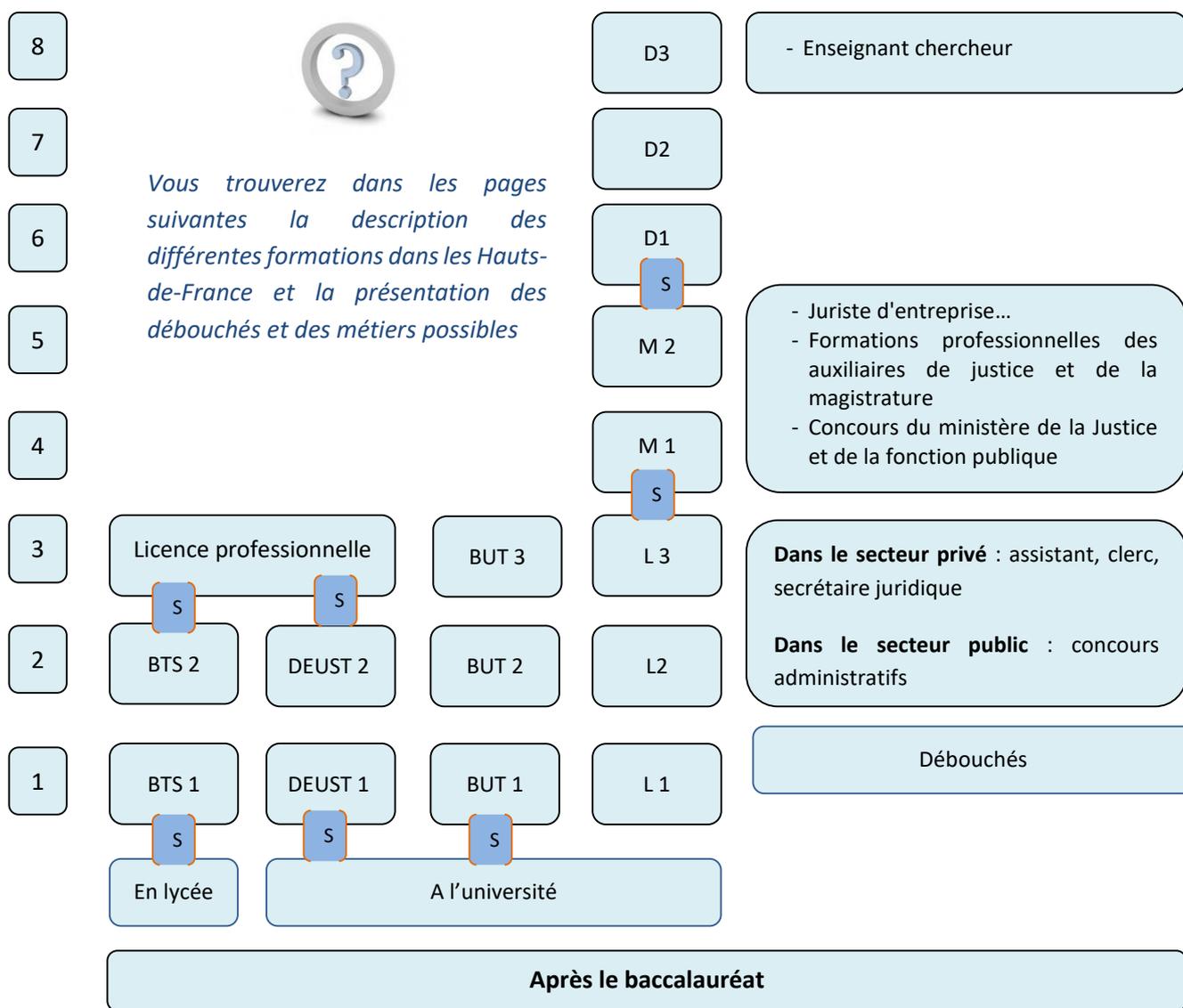
### Bon à savoir

Le droit international et européen est un peu à part, car il peut relever, selon les cas, soit du droit privé soit du droit public.

## Du bac +2 au bac +5, des parcours variés

Les formations du droit et de la justice vont du bac +2 au bac +5 voire au-delà pour les formations professionnelles de certains métiers du droit : magistrat, notaire, avocat...

"Après le bac, je peux choisir de préparer une **licence de droit** ou bien me diriger vers des études courtes à visée professionnelle : **BUT carrières juridiques, BTS collaborateur juriste notarial, DEUST assistant juridique....**"



BTS : brevet de technicien supérieur

DEUST : diplôme d'études universitaires en sciences et techniques

BUT : bachelor universitaire de technologie

L : licence

M : master

D : doctorat

Les filières présentées ici sont directement accessibles après le bac. D'autres accès existent, notamment via des passerelles.

**S** Accès sélectif

A l'université, les études de droit commencent par la **licence** (bac +3) et se poursuivent en **master** (bac +5). Premier objectif de l'étudiant en droit : obtenir la licence de droit, en 3 ans.

### LICENCE MENTION DROIT

Elle forme des juristes généralistes. Les deux premières années apportent les connaissances juridiques fondamentales. Une bonne culture générale, des références historiques de base et une aisance à l'écrit comme à l'oral sont des prérequis indispensables pour réussir les études de droit à l'université.

**Durée** : 3 ans

**Lieu** : université

**Quel bac** : de préférence bac général (quels que soient les enseignements de spécialités), éventuellement bac STMG

**Programme** : histoire du droit, droit constitutionnel et civil, droit privé des personnes et de la famille, droit pénal ..., langue vivante, matières optionnelles (économie, science politique...)

**Organisation des études** : cours magistraux en amphithéâtre, travaux dirigés en salles de cours

**Evaluation** : examens semestriels

### PARCOURS SPÉCIFIQUES dans les Hauts-de-France

#### Université de Lille :

- Droit international et droits européens  
*(à capacité d'accueil limitée)*
- Option Académie ESJ - École Supérieure de Journalisme  
*(sélective sur dossier)*

#### Université Polytechnique Hauts de France (UPHF) Valenciennes :

- Droit-langue  
*(sélective sur dossier)*

#### Université d'Artois à Douai :

- Parcours renforcé Science politique

#### Université Picardie Jules Verne (UPJV) à Amiens :

- Double licence Droit-LLCER anglais  
*(sélective sur dossier et entretien)*

## Réussir la licence de droit

**Un travail sérieux et régulier, une bonne organisation** sont nécessaires pour apprendre le vocabulaire et s'initier au raisonnement et à la **méthodologie propre aux études de droit** basée principalement sur trois exercices :

- le commentaire d'arrêt
- la dissertation juridique
- le cas pratique

A l'université les cours magistraux alternent avec les TD (travaux dirigés). Assister régulièrement aux cours, bien préparer les séances de TD et y participer activement sont des atouts pour réussir en licence de droit.

### Conseils d'un étudiant en master

*« En licence, mon temps de travail se divisait en 3 parties : d'une part, relire, comprendre et approfondir les cours magistraux, d'autre part bien préparer les TD, les travailler en bibliothèque universitaire (BU) et enfin réviser utilement les examens : comprendre avant d'apprendre, mettre en fiche les notions clés vues en cours et en TD. »*

**Nicolas G., master Droit des affaires**

*(Source : [www.lepetitjuriste.fr](http://www.lepetitjuriste.fr))*

### Les conseils d'un chargé de TD (Travaux Dirigés)

*« Les études juridiques fonctionnent sur la pratique méthodologique : c'est par la pratique que l'on devient juriste ! Or c'est en TD qu'il vous sera donné des exercices « types-examens » et leur correction. La participation active au TD permet la maîtrise rapide du vocabulaire juridique. Le droit est un langage qui ne peut s'acquérir que par la participation active à l'écrit comme à l'oral. »*

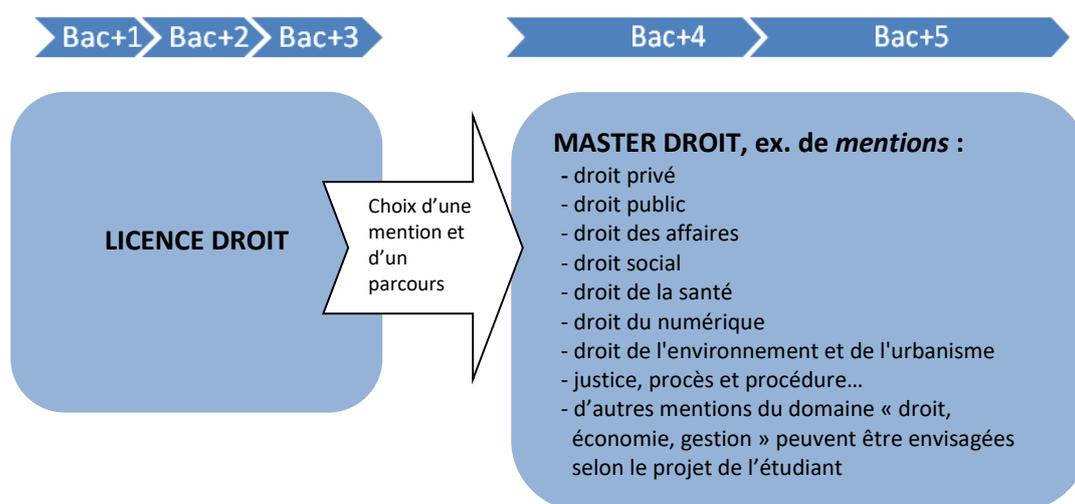
**M. Saint-Sernin, Chargé de TD en droit public**

*(Source : [www.lepetitjuriste.fr](http://www.lepetitjuriste.fr))*

Dès la 3<sup>ème</sup> année de licence, l'étudiant doit anticiper sa poursuite d'études en **master** et renforcer, par le choix d'un parcours ou d'une spécialisation, sa formation dans un domaine juridique.

**Objectif** : choisir parmi une quarantaine de mentions de masters juridiques au niveau national. Chaque master propose un ou plusieurs parcours de spécialisation. Exemples : master droit des affaires parcours droit du sport ; master droit social parcours droit du travail...

La candidature en master est **sélective**. Le portail national des masters [trouvermonmaster.gouv.fr](http://trouvermonmaster.gouv.fr) regroupe **l'intégralité des diplômes nationaux de masters** proposés par les établissements d'enseignement supérieur en France. Le ministère de l'Enseignement supérieur prévoit de faire évoluer le portail national des masters **vers une plateforme unique de candidature**.



### Préparer les concours de la fonction publique

#### En IPAG – en partenariat avec les universités :

Les trois IPAG (Instituts de préparation à l'administration générale) des Hauts-de-France préparent aux concours des trois branches de la fonction publique (État, territoriale et hospitalière). Les enseignements sont dispensés par des universitaires et des professionnels et portent sur le droit constitutionnel, le droit administratif, l'économie générale, les finances publiques, la méthodologie de préparation aux concours, etc.

- ✓ Au sein des IPAG de l'Université de Lille et de l'UPHF de Valenciennes, la préparation à ces concours peut être diplômante :
  - **licence 3 administration publique** (accès sélectif après un bac + 2 validé)
  - **master administration publique**
- ✓ L'IPAG de l'UPJV d'Amiens ainsi que ceux de Lille et de Valenciennes proposent également des préparations aux concours de la fonction publique non diplômantes.

#### En université :

- **licence 3 droit parcours administration publique** (ULCO – site de Boulogne sur mer)

Dans le domaine juridique, des **diplômes à visée professionnelle** peuvent aussi se préparer après le bac en deux ou trois ans. Le **BUT carrières juridiques**, pluridisciplinaire, forme des techniciens supérieurs polyvalents dotés de compétences en droit, mais aussi en gestion, en comptabilité. Le **DEUST assistant juridique**, plus spécialisé, forme aux fonctions d'assistant juridique de professionnels du droit et le **BTS collaborateur juriste notarial** permet de devenir clerc de notaire.

### DEUST assistant juridique

**Où** : UPHF de Valenciennes

**Durée** : 2 ans

**Quels bacs** : général, STMG

**Programme** : droit privé (droit commercial, droit notarial, droit social) et droit public (droit constitutionnel et droit administratif), rédaction d'actes et de contrats, comptabilité, informatique, bureautique, anglais

**Stage** : 2<sup>ème</sup> année en alternance

**Évaluation** : contrôle continu et examens semestriels

**Poursuite d'études** : licence professionnelle, en BUT, licence Droit

### BTS collaborateur juriste notarial

**Où** : lycées publics, privés sous contrat, INFN (institut national des formations notariales) de Lille, CFA

**Durée** : 2 ans

**Quels bacs** : général, STMG, éventuellement bac pro gestion administration

**Programme** : droit des personnes, de la famille, du patrimoine familial, des biens, environnement de l'activité notariale, travaux pratiques (mise en situation et conduite de dossiers), culture générale, anglais...

**Stage** : 12 semaines

**Évaluation** : contrôle continu et examen final

**Poursuite d'études** : licence professionnelle ou BUT  
*D'autres BTS comportent des enseignements juridiques dans leur programme : BTS Professions immobilières, BTS Assurance*

### BUT carrières juridiques

**Où** : IUT de Lille - Université de Lille ; IUT de l'Aisne – UPJV d'Amiens (sites de Laon et de Soissons-Cuffies)

**Durée** : 3 ans

**Quels bacs** : général ou STMG

**Programme** : organisation judiciaire, droit des biens et de la famille, droit constitutionnel, droit du numérique, droit des contrats, méthodologie juridique, comptabilité, informatique, communication, anglais, projet professionnel

**Parcours à choisir dès le S3** : « administration et justice », « patrimoine et finance » ou « entreprise et association »

**Stage** : de 22 à 26 semaines

**Évaluation** : contrôle continu et examens

**Poursuite d'études** : masters (droit, administration publique, IAE...), concours du ministère de la Justice (greffe, protection judiciaire de la jeunesse, administration pénitentiaire...), INFN (diplôme des métiers du notariat), etc.

### Les licences professionnelles

**Où** : voir publication de la CRAOES « les licences professionnelles dans les Hauts-de-France »

**Durée** : 1 an après un bac +2

**Quel profil** : étudiants ayant validé un BTS, un DEUST, une 2<sup>ème</sup> année de BUT ou une licence 2 du domaine droit économie gestion

**Mentions accessibles** : activités juridiques ; métiers du notariat ; assurance, banque, finance ; métiers de l'immobilier ; métiers des ressources humaines, etc.

**Stage** : 12 à 16 semaines de stage

**Évaluation** : contrôle continu et examens

**Objectif** : insertion professionnelle

# Les métiers du droit et de la justice

Les métiers du droit et de la justice s'exercent selon les cas sous différents statuts :

- **fonctionnaire** (après un concours de la fonction publique) au ministère de la Justice
- **libéral** en cabinet
- **salaré** en entreprise du secteur privé

## Au ministère de la Justice

### ➤ **MAGISTRAT** « Un métier humain qui requiert éthique, écoute et analyse »

Il existe **2 catégories de magistrats** : ceux du siège et ceux du parquet

**Pré requis** : minimum master 1 en droit ou diplôme d'IEP, avoir moins de 31 ans.

**Accès sur concours** : 1<sup>er</sup> concours d'entrée à l'ENM (école nationale de la magistrature)

**A l'issue du concours** : les auditeurs de justice suivent une formation rémunérée de 31 mois alternant cours à l'ENM de Bordeaux et stages en juridiction.

**Les magistrats du siège** appelés également **juges**. Ils rendent des décisions conformément au droit et sont garants du bon déroulement des procès : juge des enfants, aux affaires familiales, d'instance, d'instruction...

**Les magistrats du parquet** ne rendent pas de jugement. Ils représentent la société et sont chargés de la défendre : procureur général, substitut du procureur, procureur de la République...

### ➤ **GREFFIER** « Un maillon essentiel du fonctionnement de la justice »

**Pré requis** : minimum bac + 2 (plutôt en droit)

**Accès sur concours** : service des greffes du ministère de la Justice

**A l'issue du concours** : formation rémunérée de 18 mois alternant cours à l'ENG (école nationale des greffes) de Dijon et stages en juridiction.

**Le greffier** assiste le magistrat et authentifie les actes juridictionnels. Il enregistre les affaires, prévient les parties des dates d'audience et de clôture, prend note du déroulement des débats, rédige les procès-verbaux, et met en forme les décisions. Le greffier joue un rôle important d'intermédiaire entre les avocats, le public et les magistrats.

### ➤ **CONSEILLER PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION**

« Prévenir la récidive et aider à la réinsertion »

**Pré requis** : minimum bac + 3 (secteur droit, social)

**Accès sur concours** : administration pénitentiaire

**A l'issue du concours** : formation rémunérée de 2 ans alternant cours à l'ENAP (École nationale d'administration pénitentiaire) d'Agen et stages en établissements pénitentiaires, tribunaux ou associations.

**Le conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation** suit les personnes condamnées par la justice afin de les aider à prendre conscience des faits commis et de la sanction, tout en préparant leur réinsertion dans la société.

### ➤ **ÉDUCATEUR DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

« Accompagner la jeunesse en danger, délinquante ou en conflit avec la loi »

**Pré requis** : bac + 3 (secteur droit, social)

**Accès sur concours** : direction de la PJJ

**A l'issue du concours** : formation rémunérée de 18 mois à l'ENPJJ (École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse) de Roubaix.

**L'éducateur de la PJJ** (protection judiciaire de la jeunesse) intervient auprès de mineurs en conflit avec la loi, délinquants ou en danger. Qu'il partage leur quotidien ou les rencontre régulièrement, il leur apporte une aide éducative et favorise leur réinsertion sociale.

D'autres professionnels du droit contribuent aussi au fonctionnement de l'institution judiciaire. Ces métiers réglementés exigent un diplôme en droit ainsi qu'une formation professionnelle spécifique. Ils s'exercent en libéral, c'est-à-dire **de manière indépendante sans contrôle d'une hiérarchie**. Ces professions sont liées par le secret professionnel.

### ➤ **AVOCAT** « Une profession au service du conseil et de la défense »

**Pré requis :** au minimum master 1 en droit puis réussite à l'examen d'accès au Centre régional de formation professionnelle d'avocats (CRFPA).

**A l'issue de l'examen d'entrée :** formation de 18 mois au CRFPA alternant enseignements et stages validée par le Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA)

**L'avocat** exerce une profession libérale et indépendante. Les avocats sont regroupés en barreaux, établis auprès de chaque tribunal de grande instance. L'avocat représente et assiste, devant un tribunal, des particuliers, des entreprises ou des collectivités. Il peut s'agir d'affaires civiles (divorce, succession...) ou pénales (contraventions, délits, crimes...). L'avocat peut également être sollicité par toute personne ou entreprise en tant que conseil.

### ➤ **NOTAIRE** « Un métier de la justice au service de l'authenticité des actes et des contrats »

#### 2 voies de formation :

- **Voie universitaire :** après l'obtention d'un master 1 en droit notarial, formation universitaire de 3 ans en partenariat avec l'INFN (Institut national des formations notariales), avec enseignements et stage de 2 ans, validée par le **diplôme supérieur de notariat (DSN)**.

- **Voie professionnelle :** obtention d'un master en droit suivie de la réussite à l'examen d'entrée à l'INFN (sur dossier + entretien)

**A l'issue de l'examen d'entrée :** formation de 31 mois (stage de 30 mois + partie théorique) validée par le **diplôme de notaire**. Le DSN et le diplôme de notaire donnent le statut de notaire assistant. Le statut de notaire s'obtient par la nomination dans un office.

**Le notaire** est un officier public nommé par le ministre de la Justice. Il exerce en libéral. Sa fonction première est la rédaction d'actes, de contrats qu'il va authentifier, conserver et dont il va délivrer une copie (contrats de mariage, successions, divorces, baux, achat et vente de biens immobiliers...). Son sceau et sa signature ont la même valeur qu'un jugement définitif. Il a aussi un rôle de conseil juridique auprès des familles et des entreprises.

### ➤ **COMMISSAIRE DE JUSTICE** « Un métier au service de l'exécution des procédures judiciaires »

**Pré requis :** master en droit et réussite à l'examen d'accès à la formation professionnelle

**A l'issue de l'examen d'entrée :** formation de 2 ans validée par l'examen d'aptitude à la profession de commissaire de justice

**Le commissaire de justice** est une nouvelle profession qui résulte de la **fusion des métiers d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire**. Nommé par le ministre de la Justice, il intervient pour faire respecter le droit dans le cadre de litiges entre créanciers et débiteurs ou de procédures de recouvrement forcé, comme les saisies. Il est également chargé de procéder à l'expertise, la prise et la vente judiciaire aux enchères publiques des meubles et effets mobiliers corporels. Il est titulaire d'un office public et ministériel et exerce en libéral.

### ➤ **COMMISSAIRE-PRISEUR** « Identifier, authentifier et estimer les biens mobiliers et les objets d'art »

**Pré requis :** **double licence** en droit et en histoire de l'art (ou diplôme équivalent) et réussite de l'examen d'accès au stage de commissaire-priseur (épreuves juridiques et artistiques)

**A l'issue de l'examen d'entrée :** stage rémunéré de 2 ans + 350 H de cours validés par un certificat de bon accomplissement du stage

**Le commissaire-priseur** est à la fois juriste et féru d'objets d'art. Il prend en charge des ventes volontaires d'objets ou de meubles appartenant à des particuliers ainsi que des objets d'art qu'il estime (parfois avec l'aide d'experts). Il a du goût, du flair. Il sait séduire une clientèle de marchands et de collectionneurs.

Ces juristes exercent à titre salarié au sein des offices de professionnels du droit, des services juridiques, de ressources humaines, financiers... des PME – PMI, grandes entreprises, banques, associations, etc. A l'issue de leur diplôme juridique, ils peuvent s'insérer directement sur le marché de l'emploi.

➤ **JURISTE D'ENTREPRISE** « *Un métier en pleine mutation avec la multiplication des réglementations et la mondialisation des échanges* »

### Devenir juriste

- master en droit des affaires
- bon niveau en anglais exigé
- complément de formation en école de commerce et/ou mobilité internationale très appréciés dans les grands groupes.

**Le juriste d'entreprise** défend les intérêts de son employeur. Selon la taille de l'entreprise, il exerce en généraliste du droit ou s'occupe d'une seule branche du droit au sein d'une équipe de juristes. Il rédige les contrats, instruit les dossiers contentieux, assure une veille juridique et a une activité forte de conseil et d'assistance juridique dans son domaine. Il peut plaider uniquement dans les conseils de prud'hommes et tribunaux de commerce.

➤ **SECRÉTAIRE JURIDIQUE – CLERC DE NOTAIRE**

« *Des assistants indispensables au bon fonctionnement d'un service juridique ou d'un office notarial* »

Les secrétaires juridiques et les clercs de notaire sont les assistants **les plus recherchés** des professionnels du droit et des notaires.

### Devenir secrétaire juridique

- DEUST assistant juridique
- BUT carrières juridiques
- BTS support à l'action managériale ou gestion de la PME complété par une licence professionnelle dans le domaine juridique.

**Le secrétaire juridique** appelé aussi **assistant juridique**, connaît le vocabulaire juridique. Il prépare les dossiers, répond au téléphone, organise les réunions, fait les comptes rendus, gère les rendez-vous et l'emploi du temps des juristes, rédige le courrier, s'occupe des factures...

### Devenir clerc de notaire

- BTS collaborateur juriste notarial
- DEUST assistant juridique complété d'une licence professionnelle métiers du notariat
- BUT carrières juridiques
- Diplôme des métiers du notariat (à bac +4)

**Le clerc de notaire** appelé aussi **collaborateur de notaire**, exerce sous la responsabilité du notaire. Il prépare, rédige et fait authentifier les actes ponctuant la vie des familles et des entreprises : mariage, achat ou vente de propriété, succession, donation...

### Je souhaite faire des études courtes et professionnalisantes

#### ➤ Au lycée

Préparer un **brevet de technicien supérieur (BTS)**

- *assurance* - en lycées publics, privés sous contrat ou par apprentissage
- *collaborateur juriste notarial* - en lycées publics, à l'INFN de Lille (privé) ou par apprentissage
- *professions immobilières* - en lycées publics ou par apprentissage

#### ➤ A l'université

Préparer un **bachelor universitaire de technologie (BUT)**

- *carrières juridiques* - à l'IUT de Lille (site de Roubaix) - Université de Lille, à l'IUT de l'Aisne - Université Picardie Jules Verne (sites de Laon et de Soissons-Cuffies)

Préparer un **diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST)**

- *assistant juridique* - à l'Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF) à Valenciennes

### Les études générales ne me font pas peur

Préparer une licence générale en trois ans après le bac

#### ➤ Mention droit

- Université d'Artois (site de Douai)
- Université de Lille (campus Moulins Lille)
- Université de Lille (antenne de Cambrai)
- Université du Littoral Côte d'Opale - ULCO (Sites de Boulogne-sur-Mer et Dunkerque)
- Université polytechnique Hauts-de-France - UPHF de Valenciennes
- Université Picardie Jules Verne – UPJV d'Amiens
- Institut catholique de Lille (privé)

Préparer une licence générale en un an, après un bac + 2 (BTS, 2<sup>ème</sup> année de BUT, L2)

#### ➤ Mention administration publique (3<sup>ème</sup> année uniquement, accès sur dossier)

A l'IPAG (Institut de préparation à l'administration générale) de l'Université de Lille et de l'UPHF de Valenciennes, ou à l'ULCO (site de Boulogne-sur-Mer)

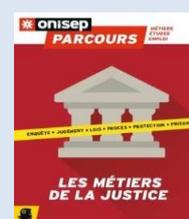
### Ressources ONISEP

- Guide « **Objectif sup, Rentrée 2022** »



- « **Les métiers du droit** » Collection Parcours, Septembre 2020

- « **Les métiers de la justice** » Collection Parcours, Avril 2020



### Autres Ressources

#### S'informer sur les formations

- **A l'université**

Université d'Artois [www.droit.univ-artois.fr/](http://www.droit.univ-artois.fr/)

Université de Lille [droit.univ-lille.fr](http://droit.univ-lille.fr)

Université du Littoral Côte d'Opale <https://droit.univ-littoral.fr/>

Université Polytechnique des Hauts-de-France [www.uphf.fr/dap](http://www.uphf.fr/dap)

Université d'Amiens [www.u-picardie.fr/ufr/droit-science-politique/formations/](http://www.u-picardie.fr/ufr/droit-science-politique/formations/)

Institut catholique de Lille [www.univ-catholille.fr/etablissement/faculte-de-droit](http://www.univ-catholille.fr/etablissement/faculte-de-droit)

- **En écoles professionnelles du secteur du droit et de la justice**

École nationale de la magistrature [www.enm.justice.fr](http://www.enm.justice.fr)

École nationale des greffes [www.eng.justice.fr/](http://www.eng.justice.fr/)

École nationale de l'administration pénitentiaire [www.enap.justice.fr/](http://www.enap.justice.fr/)

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse [www.enpjj.justice.fr](http://www.enpjj.justice.fr)

École des avocats Nord-Ouest IXAD [www.ixad.fr](http://www.ixad.fr)

Institut national des formations notariales de Lille [www.infn-lille.com/](http://www.infn-lille.com/)

#### S'informer sur les études et les métiers du droit et de la justice

Portail universitaire du droit [univ-droit.fr](http://univ-droit.fr)

Site à destination des étudiants en droit [www.lepetitjuriste.fr](http://www.lepetitjuriste.fr)

Sites du ministère de la Justice

[www.metiers.justice.gouv.fr](http://www.metiers.justice.gouv.fr) et [lajusticerecrite.fr](http://lajusticerecrite.fr)

#### Sites des professionnels du droit et de la justice

Association française des juristes d'entreprises [www.afje.org](http://www.afje.org)

Conseil national des barreaux [www.cnb.avocat.fr/](http://www.cnb.avocat.fr/)

Site professionnel des avocats [www.avocat.fr/](http://www.avocat.fr/)

Site officiel des notaires de France [www.notaires.fr/fr](http://www.notaires.fr/fr)

Chambre nationale des commissaires de justice [commissaire-justice.fr](http://commissaire-justice.fr)

Conseil des ventes volontaires (commissaires-priseurs) [www.conseildesventes.fr/content/cursus](http://www.conseildesventes.fr/content/cursus)